

Et si la cinquième République avait vécu ? Par Monolythe

écrit par Christine Tasin | 5 avril 2013



Sommes-nous arrivés au bout de la cinquième ou bien aurait-elle seulement besoin d'une véritable alternative politique qui dépoussière et qui redonne du lustre à une constitution qui n'était pas si mal tant que la France était souveraine et que clientélisme et préférence étrangère ne l'avaient pas dévoyée ?

Ci-dessous le coup de gueule de Monolythe.

Christine Tasin

Le système parlementaire actuel a atteint ses limites.

La quasi-totalité des "Elites" de la politique, de la finance, de l'économie ou des médias sortent des mêmes écoles, se fréquentent, se mélangent et se cooptent entre elles.

Il serait d'ailleurs amusant de faire la liste des unions entre ces trois castes qui n'en forment qu'une...

Untel, politique a épousé un(e) journaliste, untel, financier a épousé un(e) politique, etc...

Il y a donc forcément conflit d'intérêts.

Ceux-là même qui sont censés nous représenter ne représentent désormais plus qu'eux-même, leur caste et leurs privilèges.

Pas étonnant qu'il y ait un tel décalage entre la souffrance d'un peuple et les déclarations des politiques, le lavage de cerveau médiatique et les actions des financiers.

Dès lors, un tel système représentatif est faussé et n'est plus à même de gouverner un peuple.

Il est donc temps d'en changer.

Avons-nous encore besoin de représentants ? Ne sommes-nous pas à même de prendre notre destin en main ? Sommes-nous incapables de prendre de bonnes décisions, et parfois de mauvaises ? Sommes-nous des enfants incapables d'assumer nos choix, bons ou mauvais ?

Et si la solution était une démocratie directe, à la mode helvétique, avec ses référendums d'initiative populaire qui peuvent intervenir pour tous les aspects de la Res Publica tout en gardant un système présidentiel ?

Imaginons, non plus un politique, mais un "idéologue", élu au suffrage universel pour garder une ligne directrice. Un programme général défini sur 10 ans, avec des étapes clés qui devront être validées par le peuple.

Imaginons un gouvernement fait de techniciens qui n'auront d'autres tâches que d'assurer la coordination entre tous pour réussir les objectifs qui leurs sont donnés, avec un audit indépendant et ratification par le peuple.

Imaginons que la situation entre l'élaboration d'un programme sur 10 ans et sa mise en œuvre, la situation mondiale change et nécessite des aménagements, que le président mette fin à son mandat afin de soumettre un nouveau programme au suffrage universel ?

Imaginons enfin un "satisfecit" donné au président à la fin de son mandat s'il a tenu ses engagements ou une poursuite judiciaire en cas de manquement ?

Mais tout ceci n'arrivera pas par les voies classiques : l'oligarchie tient les rênes serrées, malgré l'illusion du vote "démocratique". Car si voter avec ce système pouvait changer quoi que ce soit, ça serait interdit.

Cela signifierait, à terme, la fin d'une profession parasitique : le métier de politique.

Monolythe